



Rapport moral & Rapport d'activité 2024

Les Profanes

Association Loi 1908 inscrite au TI de Metz

sous les références: Volume 162 Folio N°54

Tel: 06.61.56.93.84. - Mail: lesprofanes@gmail.com

Rapport moral

A Metz et en Moselle, l'égalité entre les croyants et les non-croyants est un combat qui reste à mener !

Disons-le tout bonnement, notre association ne compte pas assez de membres et de bénévoles actifs ! Le maire de Metz a beau jeu de nous attaquer sur la faiblesse du nombre de nos adhérents, non pas certes au sujet de la subvention d'équité que nous avons demandée (la municipalité a bien attribué 490.000 euros à une association cultuelle de 40 membres) mais en raison de notre incapacité à défendre nos intérêts. Les non-croyants sont nombreux (historiquement, il semblerait même qu'ils ne l'aient jamais été autant) mais ils éprouvent des pudeurs à se revendiquer comme tel dans le débat public, raison pour laquelle ils sont les perdants des luttes d'influence qui régissent le monde politique. Les bénévoles des Profanes ne comptent plus le nombre de fois où des personnes se sont approchées de notre stand, nous ont assuré de leur incrédulité (on ne leur en demandait pas tant...) mais avaient toujours mille bonnes raisons de ne pas nous rejoindre. Voilà pourquoi la question de l'adhésion à notre association est plus que jamais une priorité !

En 2024, nous avons organisé quatre conférences. La qualité des intervenants n'a pas suffi à compenser le manque d'intérêt du public. Difficile de mobiliser quand on parie sur l'intelligence en présentiel plutôt que sur le buzz numérique. Voilà la triste réalité de notre société : à moins de convier des figures médiatiques d'envergure nationale et clivantes, il est illusoire d'espérer convaincre les gens de quitter leurs écrans ! Mais nous ne regrettons rien. A défaut d'avoir touché beaucoup de monde, nous avons rencontré des personnalités aux réflexions stimulantes. Et cela, ça compte !

En mars et en mai, deux de nos réunions ont été respectivement consacrées à la rencontre avec des responsables régionaux de l'ADMD (Association pour le droit à mourir dans la dignité) et du CLPS (Centre laïque pour la prévention du sectarisme). Il s'agissait de commencer à nous inscrire dans un réseau local d'associations proches de nos préoccupations. Ce travail de maillage ne fait que commencer.

L'année achevée a bien entendu été marquée par la partie de bras de fer jouée avec la municipalité de Metz. A l'occasion du vote d'une subvention de 490.000 euros au profit de la construction d'une mosquée, notre association n'a pas pu restée muette. En intégrant l'islam dans le cercle restreint des cultes bénéficiant du privilège d'être soutenu avec l'argent de nos impôts, la majorité de Droite et son opposition de Gauche n'ont en rien réglé la question de l'inégalité de traitement des citoyens engendrée par le régime dérogatoire des cultes propre à l'Alsace et à la Moselle. Ils n'ont fait que déplacer le curseur des discriminations. Tous les autres cultes et surtout, pour ce qui nous concerne, les non-croyants restent privés de la manne publique. C'est pour cette raison que nous avons soutenu le recours en justice initié par l'UFAL (Union des familles laïques) de Metz. Pétrifiés par la menace de l'accusation rituelle en islamophobie, la Gauche messine et d'autres associations locales militant traditionnellement en faveur de la laïcité se sont fait très discrètes et ont laissé faire, toute honte bue. A défaut de pouvoir bénéficier à Metz et en Moselle de la neutralité de la puissance publique réglée par la loi de 1905, notre association a alors demandé une subvention de cinq cent mille euros à la ville de Metz et de dix-neuf millions d'euros à l'Etat pour compenser toutes les aides publiques (estimation basse) accordées chaque année dans notre département au profit du prosélytisme religieux. En guise de rétorsion, les services de la Ville nous a fait savoir que nos conférences prévues en octobre et en novembre ne pourraient plus être accueillies à l'hôtel de ville, au motif que d'autres événements étaient prioritaires. Problème : un constat d'huissier réalisé à notre demande a prouvé que les salons n'étaient pas utilisés sur les dates qui nous étaient initialement réservées. La probité et les scrupules n'étouffent pas le maire de Metz, c'est le moins que l'on puisse affirmer !

Pour être honnête et exhaustif, il est vrai que notre association a reçu en 2024 une subvention de 2.700 euros, somme attribuée avant que le bras de fer ne soit engagé. Les mauvaises langues diront qu'il s'agissait du prix alors estimé de notre silence. En décembre, les services de la Ville nous ont adressé une proposition de mise à disposition d'une salle dans une maison des associations, largesse habilement concédée après établissement du constat d'huissier. Résumons la vision de nos édiles : d'un côté, le Printemps des religions promotionné par la Ville est accueilli dans le salon d'honneur de la mairie, de l'autre, les conférences des non-croyants sont boycottées et reléguées dans un cajibi ! Le tout est justifié au nom de la lutte contre les discriminations. Ainsi soit-il !

Stéphane Aurousseau,
Président des Profanes

Sommaire du rapport d'activité :

- Pages 4 & 5 : conférences organisées en 2024
- Page 6 : autres évènements organisés par les Profanes
- Page 7 : 800 affiches collées en 2024 sur la métropole de Metz
- Campagne pour l'égalité entre les croyants et les non-croyants à Metz et en Moselle :
 - Page 8 : Promotion de la neutralité de la puissance publique (affiche)
 - Page 9 : Les Profanes réclament 20 millions d'euros (article du Républicain Lorrain)
 - Pages 10 & 11 : Les Profanes réclament l'égalité entre les croyants et les non-croyants (affiches)
 - Pages 12 & 13 : tournée du Président des Profanes pour la promotion de son livre
 - Page 14 à 26 : constat d'huissier attestant l'inoccupation des salons de l'hôtel de ville le soir du 26 novembre 2024, date à laquelle la Ville avait initialement réservé un salon pour la tenue de notre conférence sur la laïcité

Athées, agnostiques, croyants : vivre ensemble

Guillaume Dezaunay

professeur de philosophie, membre du collectif Anastasis

Marie Olléon-Dumas

croyante inclusive

Stéphane Aourousseau

président des Profanes (promotion des cultures athées et agnostiques)



Table ronde et débat
31 janvier 2024
19h - 21h
Hôtel de Ville de Metz
Entrée libre et gratuite



Je crois en l'athéisme

Emmanuel Pierrat
écrivain et avocat



Conférence
Mercredi 17 avril 2024
19h - 21h
Hôtel de Ville de Metz
Entrée libre et gratuite

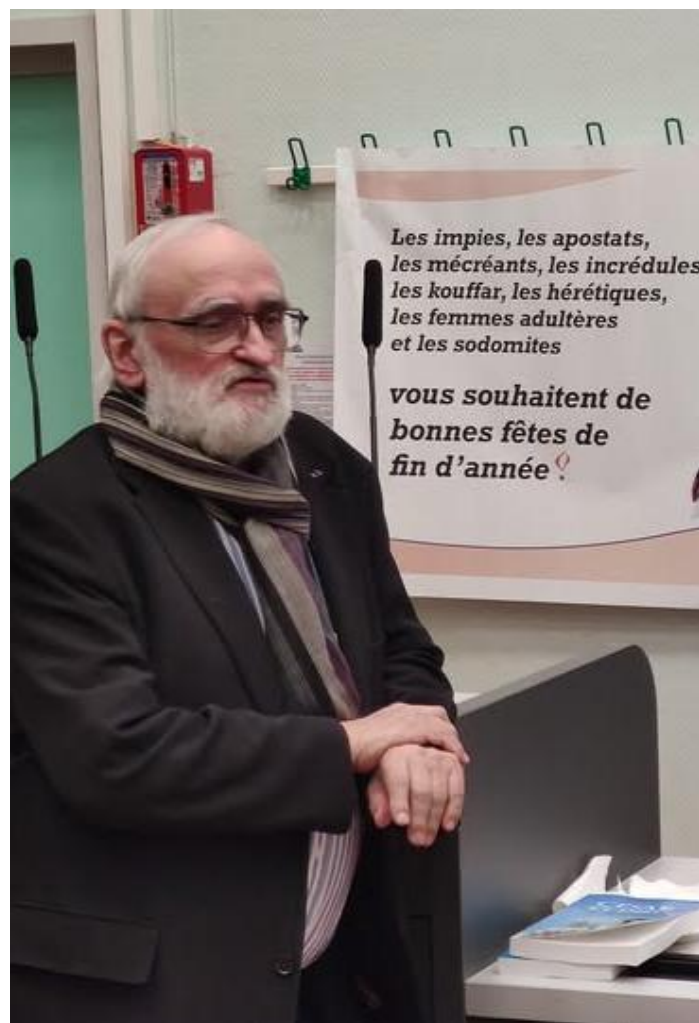
Athéisme, agnosticisme : mouvements et pensées

Michel Seelig
universitaire, spécialiste de la laïcité,
auteur de *Vous avez dit Concordat ?*
(éditions L'Harmattan - 2015)



06 61 56 93 84
lesprofanes@gmail.com

Conférence
Entrée libre et gratuite
Lundi 21 octobre 2024
19h - 21h
à l'IUT de Metz,
campus du Saulcy
(accessible en Métis :
ligne B - arrêt Université Saulcy)



La laïcité scolaire suivi d'un point sur les évolutions récentes de la laïcité

Gwénaële Calvès
ancienne élève de l'Ecole normale supérieure
professeur de droit public à l'université de Cergy-Pontoise
spécialiste de la laïcité et des discriminations

Conférence
Mardi 26 novembre 2024
19h - 21h
FJT Pilâtre de Rosier
Etap'Habitat
2 rue Georges Ducrocq
Metz
Entrée libre





*VENDREDI 29 MARS 2024 :
rencontre avec l'ADMD (Association pour le droit à mourir dans la dignité)*



*VENDREDI 17 MAI 2024 :
Conférence 'La laïcité protège-t-elle les minorités ?'
organisée par la Ville d'Homécourt à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre
l'homophobie et la transphobie. Un évènement animé par les Profanes.*



*800 affiches collées sur la métropole de Metz
sur les panneaux normalement réservés à l'affiche publique mais de fait privatisés
par une entreprise de collage au profit de l'industrie du divertissement,
au détriment de la liberté d'expression et avec la complicité des municipalités de tous bords !*





Loi de 1905 - **article 2** : « La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte ».

Elle met fin au Concordat instauré en 1802 qui régissait les relations entre l'État et les cultes reconnus, au détriment de la liberté religieuse, des cultes non-reconnus et des non-croyants.

La **Moselle** attend toujours son application !

Metz

Laïcité : Les Profanes demandent 20 M€ de subventions publiques

Stéphane Auroousseau, président de l'association de défense de la laïcité et « de promotion des cultures athées et agnostiques » vient de demander 19,4 M€ au ministère de l'Intérieur, 100 000 € au Département de la Moselle et 500 000 € à la Ville de Metz. La démarche est sarcastique, mais le fond reste sérieux.

Ils sont habitués des opérations insolites, pour diriger les projecteurs sur leurs actions pour la défense de la laïcité. Après la création de l'Ordre Jedi de Metz, il y a quelques années, l'association Les Profanes vient d'adresser des demandes de subventions pour un montant total de 20 M€. « Les courriers recommandés avec accusé de réception sont partis. Nous avons demandé au ministre de l'Intérieur, responsable du bureau central des cultes, 19,4 M€, au conseil départemental de la Moselle 100 000 € et à la Ville de Metz 500 000 €... »

L'idée a une résonance avec la décision récente de la Ville d'étudier la demande de subvention pour « boucler le plan de financement d'un bâtiment culturel [la Grande Mosquée de

Metz, NDLR ?] ». Mais pas uniquement. Selon l'association « de promotion des cultures athées et agnostiques » cette somme correspond « à une estimation basse des sommes allouées aux fonctionnements des cultes par l'État et les collectivités territoriales en Moselle » par an.

Une centaine de postes pourraient être créés

La démarche est ironique et sarcastique, mais le fond reste sérieux. Selon l'association, les athées (qui ne croient pas) et agnostiques (des septiques) et les indifférents aux questions religieuses sont largement majoritaires dans la population. « Mais ils sont systématiquement écartés des financements publics alors que l'État donne, rien que pour les salaires des prêtres, pasteurs et rabbins 60 M€ par an. Et les collectivités ne sont pas en reste puisqu'elles subventionnent largement les cultes au-delà de leurs obligations légales, tout en entretenant le flou sur les sommes distribuées sous forme de subvention. »

Si Les Profanes obtiennent gain de cause, cet argent serait



Stéphane Auroousseau n'est pas dupe : pas sûr que l'État et les collectivités accèdent à sa demande. Mais il prévient, il renouvellera la demande, chaque année. Et espère bien avoir des réponses, pour étudier précisément le contenu des arguments. Photo illustration Gilles Wirtz

fléchi vers la création d'un centre départemental de promotion de l'athéisme et de l'agnosticisme. Il servira à accueillir des conférences, des débats, des expositions, dispenser des formations sur la laïcité et les valeurs de la République, en priorité aux élus ; fournir aux familles un lieu digne pour la

célébration des obsèques civiles ; accompagner psychologiquement et juridiquement les personnes victimes d'emprise sectaire ; former des aidants pour les personnes athées et agnostiques des hôpitaux et des prisons... Avec cet argent, une centaine de postes pourraient être créés.

Stéphane Auroousseau n'est pas dupe : pas sûr que l'État et les collectivités accèdent à sa requête. Mais il prévient, il renouvellera la demande, chaque année. Et espère bien avoir des réponses, pour en étudier précisément le contenu des arguments.

● L. L.



Monsieur Grosdidier, les athées et les agnostiques messins veulent également beaucoup d'argent !

**Eteignez
les bougies,
rallumez
les Lumières !**



**06 61 56 93 84
lesprofanes@
gmail.com**

Pour justifier le financement public de la future grande mosquée de Metz, le maire de Metz a reconnu que « la Ville aide depuis toujours les cultes bien au-delà de ses obligations concordataires* ». Ainsi, tous les ans, ce sont des millions d'euros d'argent public qui alimentent le prosélytisme religieux, en violation flagrante des principes de base de la laïcité.

Cette politique dispendieuse, clientéliste et anti-républicaine au profit exclusif de certains croyants constitue une véritable discrimination à l'égard des personnes non-croyantes ou sans religion. A défaut de pouvoir obtenir l'application de la Loi de 1905 à Metz, l'association Les Profanes interpelle le maire, les élus et la population afin que cesse cette injustice.

L'association appelle également les athées et les agnostiques à se réunir et à s'organiser afin de relancer d'urgence le projet émancipateur de sécularisation de la société.

* Editorial de Metz Magazine - été 2024 - numéro 109

Les athées et les agnostiques mosellans demandent 20 millions d'euros de subvention !

Eteignez
les bougies,
rallumez
les Lumières !




06 61 56 93 84
lesprofanes@
gmail.com

L'association de promotion des cultures athées et agnostiques demande 20 millions d'euros de subvention, soit une somme équivalente aux subventions qui sont allouées tous les ans en Moselle aux religions par l'Etat, le Département, la Région et les villes, en violation flagrante des principes de base de la laïcité. Il s'agit de rétablir l'équité en matière de soutien de la puissance publique entre les croyants et les non-croyants, à défaut de pouvoir appliquer la Loi de 1905.


L'équipe des Profanes utilisera cette somme conséquente pour :

1) créer un centre départemental de promotion de l'athéisme et de l'agnosticisme ; 2) dispenser des formations sur la laïcité et les valeurs de la République, en priorité aux élus ; 3) fournir aux familles un lieu digne pour la célébration des obsèques civiles ; 4) accompagner psychologiquement et juridiquement les personnes victimes d'emprise sectaire ; 5) former des aidants pour les personnes athées et agnostiques des hôpitaux et des prisons ; 6) former des intervenants pour donner, dès l'école primaire et sur temps scolaire, des cours sur l'histoire et les valeurs des athées et des agnostiques auprès des enfants des familles volontaires ; 7) soutenir les activités des associations qui se battent pour l'obtention du droit à mourir dans la dignité ; 8) lutter contre les discriminations des athées et des agnostiques, en France et à l'international ; 9) accompagner les migrants qui demandent asile et protection à la France car persécutés dans leurs pays d'origine en raison de leur athéisme ou agnosticisme.



comment parler de laïcité ? avec tous les publics






Matinée pour les professionnels
et les bénévoles autour de la laïcité



Avec
Stéphane AUROUSSEAU
auteur du livre « Promouvoir
la laïcité en milieu hostile »

VENDREDI 11 OCTOBRE 2024 - DE 10H À 12H30
ESPACE JORGE SEMPRUN - BLOIS

gratuit sur réservation




 et avec la participation de
 




Mercredi 11 décembre, 18h (heure de Paris) : Stéphane Aourousseau, auteur du livre *Promouvoir la laïcité (en milieu hostile)* ! une notion indispensable pour lutter contre les discriminations, répondra à la question ***Le principe de laïcité est-il discriminatoire ? Qu'en pensent les personnels et leurs élèves ?***



Comment transmettre la laïcité ? C'était la question posée le 15 novembre 2024 à Gwenaelle Calves, Iannis Roder, Stéphane Aourousseau et Matthias Savignac lors d'une table ronde organisée dans le cadre du Salon de l'éducation à Paris. Cette table ronde était organisée en partenariat avec la Fédération de Paris de la Ligue de l'enseignement, la MAIF et la MGEN.



Comment transmettre la laïcité ?

Les PEP et la Ligue de l'enseignement
d'Eure-et-Loir
ont le plaisir de vous inviter
à une rencontre avec **Stéphane AUROUSSEAU**
autour de son livre

Jeudi 12 décembre à 20h
dans l'amphithéâtre des PEP 28
3 rue Charles Brune à Lucé



Réservation conseillée :
j.magone@pep28.asso.fr
ou
presidente-r.milet@ligue28.org



Dans le cadre du mois de la laïcité 2024

Christophe Sonrel, maire de Damelevières et
Gilles Laridant psdt de l'UFAL 54
vous invitent à participer à une

Soirée Débat

Le mercredi 18 décembre à 20:30
Salle Nelson Mandela - Damelevières

Rencontre avec **Stéphane Aourousseau**,
autour de son livre « Promouvoir la laïcité »



Pendant des décennies, la promotion de la laïcité a été indissociable de la prévention du racisme, du sexisme, et de la lutte contre les LGBTphobies. Pourtant, elle est aujourd'hui bien souvent perçue comme un concept discriminant et xénophobe. Le retournement idéologique est radical et ce sont bien souvent des militants situés très à gauche du spectre politique qui accusent la laïcité de tous les maux. En se basant sur des observations de terrain et sur ses actions de sensibilisation en milieu scolaire, Stéphane Aourousseau montre pourquoi la laïcité est devenu un « gros mot » pour beaucoup. Il explique aussi comment on peut la promouvoir concrètement, malgré un contexte idéologiquement miné.